



PRÉFET DE LA HAUTE-GARONNE

Direction départementale des territoires

Service environnement, eau et forêt
Unité procédures environnementales

N° S3IC : 68-3267

Arrêté de mise en demeure à l'encontre de la société AMERICAFER exploitant des installations de tri, transit, regroupement de déchets métalliques et un centre de véhicules hors d'usage à Toulouse

N° 037

Le préfet de la région Occitanie,
préfet de la Haute-Garonne,
Officier de la Légion d'honneur,
Officier de l'ordre national du Mérite,

Vu le code de l'environnement, notamment ses articles L.171-6, L.171-8, et L.514-5 ;

Vu l'arrêté ministériel du 31 janvier 2008 modifié, relatif au registre et à la déclaration annuelle des émissions et de transferts de polluants et des déchets ;

Vu l'arrêté ministériel du 26 novembre 2012 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2712-1 (installation d'entreposage, dépollution, démontage ou découpage de véhicules terrestres hors d'usage) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu l'arrêté préfectoral du 6 novembre 1989 modifié, autorisant la société AMERICAFER à exploiter à Toulouse, 64 chemin de Fenouillet, un dépôt de ferrailles et de véhicules hors d'usage relevant de la rubrique 286 de la nomenclature des installations classées (désormais rubriques n° 2712 et n° 2713) ;

Vu l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 6 mars 2017, notifié le 13 mars 2017 à l'exploitant ;

Vu la lettre d'actualisation de classement du site du 18 novembre 2013 ;

Vu le rapport de l'inspection des installations classées du 7 février 2018 suite à la visite d'inspection effectuée sur le site de la société AMERICAFER le 7 novembre 2017 ;

Considérant que lors de sa visite, l'inspection de l'environnement a constaté que la société AMERICAFER n'a obtempéré que très partiellement à l'arrêté de mise en demeure du 6 mars 2017 susvisé et qu'elle a également relevé des non-conformités majeures susceptibles de générer un impact ou des risques importants pour l'environnement ;

Considérant que face à ce constat, il convient de faire application des dispositions de l'article L.171-8 du code de l'environnement en mettant en demeure la société AMERICAFER de respecter les dispositions réglementaires afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L.511-1 du code de l'environnement ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture de la Haute-Garonne ;

Arrête :

Art. 1^{er} – La société AMERICAFER est mise en demeure, pour les installations qu'elle exploite à Toulouse (31200), 64 chemin de Fenouillet, de respecter les dispositions suivantes, dans le délai d'un mois à compter de la notification du présent arrêté :

- transmettre le rapport de récolement de l'installation par rapport à l'arrêté du 26 novembre 2012 relatif au centre VHU (rubrique 2712-1b – NCM 14);
- réparer et rehausser à une hauteur minimale de 2,5m la clôture périphérique de l'établissement (NCM 15);
- faire procéder aux contrôles électriques par un organisme habilité des équipements n'ayant pu être vérifiés lors du contrôle périodique du 30 janvier 2017 (NCM 16);
- établir et transmettre à l'inspection le rapport relatif à l'incendie de la presse ayant conduit à l'intervention de rechargement des extincteurs le 1^{er} août 2017 (NCM 18);
- en ce qui concerne les équipements sous-pression (réservoirs d'air du compresseur), l'exploitant devra, en cas de poursuite d'exploitation de ceux-ci :
 - établir la liste des équipements sous pression fixes de l'établissement (NCM 19) ;
 - constituer les dossiers descriptifs des deux réservoirs d'air du compresseur (NCM 18 et NCM 19) ;
 - faire procéder à la requalification périodique par un expert d'un organisme habilité des deux réservoirs d'air du compresseur (NCM 21 à NCM 23),

Art. 2 – À défaut d'exécution dans les délais impartis définis à l'article 1^{er}, il sera fait application des sanctions administratives prévues à l'article L.171-8 du code de l'environnement, sans préjudice des sanctions pénales.

Art. 3 – Tous les frais occasionnés par l'application du présent arrêté sont à la charge de la société AMERICAFER.

Art. 4 – Le présent arrêté est susceptible d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Toulouse dans un délai de deux mois à compter de la date de sa notification.

Art. 5 – Le secrétaire général de la préfecture de la Haute-Garonne, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement d'Occitanie et le directeur départemental des territoires de la Haute-Garonne sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la société AMERICAFER.

Fait à Toulouse, le **02 MAI 2018**

Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général

Jean-François COLOMBET